

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ALSACIENNE DE PRODUITS REFRACTAIRES**

RUE DE BISCHWILLER  
siège social 36 rue de Rountzenheim à Soufflenheim  
67620 Soufflenheim

Références : 0006700831/MM/CE  
Code AIOT : 0006700831

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement ALSACIENNE DE PRODUITS REFRACTAIRES implanté 18 rue de Bischwiller - 67620 Soufflenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALSACIENNE DE PRODUITS REFRACTAIRES
- 18 rue de Bischwiller - 67620 Soufflenheim
- Code AIOT : 0006700831
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société contrôlée est une usine de fabrication de pierres réfractaires.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	bruit	Arrêté Préfectoral du 02/09/2024, article 2	Sans objet
2	stockages des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 7.2.3	Sans objet
3	étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 7.2.2	Sans objet
4	rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 6.4	Sans objet
5	rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 7.2.2	Sans objet
6	gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 7.3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à des dépassements récurrents concernant les rejets atmosphériques, une étude sanitaire a été initiée par l'exploitant pour évaluer l'acceptabilité d'une augmentation de certaines valeurs limites d'émission (VLE), avec des résultats attendus début 2025. Par ailleurs, de nouvelles plaintes liées aux nuisances sonores ont été reçues par l'inspection. En réponse, l'exploitant a engagé des actions concrètes et lancé une étude, dont les résultats également attendus pour le premier trimestre 2025, permettront de planifier les travaux nécessaires à la réduction des émissions sonores.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : bruit

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/09/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

#### Prescription contrôlée :

Dès la notification du présent arrêté, les émissions sonores des installations de la société alsacienne de produits réfractaires, situées au 18 rue de Bischwiller à SOUFFLENHEIM, ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 07 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 07 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### Constats :

Suite aux précédentes mesures acoustiques ayant révélé des valeurs d'émergence sonore supérieures à 3 dB autour du site, caractérisant ainsi une « présomption de nuisance sonore » (selon l'arrêté ministériel du 20/08/1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement), et suite aux plaintes pour nuisances sonores précédemment reçues par l'inspection, de nouvelles prescriptions de valeurs limites d'émergence sonore ont été fixées par l'arrêté préfectoral du 02/09/2024.

Des nouvelles mesures de bruit ont été réalisées à l'initiative de l'Inspection, avec sa présence lors de l'installation des équipements de mesure, sur la période du 18 au 22 novembre 2024.

Selon un premier bilan des mesures effectuées entre le 18 et le 21 novembre 2024, la principale source de nuisance sonore proviendrait de l'installation de broyage/concassage, avec des valeurs particulièrement élevées. Le rapport définitif de ces mesures, actuellement en cours de finalisation par le bureau de contrôle, est attendu pour début 2025.

L'exploitant a informé l'Inspection qu'une demande de devis était en cours pour la réalisation d'une étude technico-économique relative à cette problématique. À la suite de la présente visite d'inspection, l'exploitant a transmis un devis signé le 29/11/2024 pour la réalisation de cette étude. Celle-ci comprend notamment des mesures acoustiques visant à identifier et caractériser les sources sonores des installations, ainsi que des propositions de solutions adaptées pour réduire les émissions sonores.

L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur deux points majeurs :

- Il est impératif que l'étude se concentre en priorité sur l'installation de broyage/concassage, en proposant des solutions concrètes et efficaces pour réduire les émissions sonores de cette installation ;
- L'Inspection a récemment reçu une nouvelle plainte pour nuisances sonores et poussières odorantes, signée par une quinzaine de personnes habitant dans le voisinage du site. Cette situation témoigne d'une préoccupation croissante des riverains.

L'inspection constate que l'exploitant a entrepris des actions concrètes pour remédier à la situation. Elle reste en attente des résultats de cette étude, prévue pour le premier trimestre 2025, afin que l'exploitant puisse prendre les mesures nécessaires et s'engager dans les travaux visant à réduire ses émissions sonores.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : stockages des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 7.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, stockages des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence de rebuts issus de la production, ayant l'apparence de sables ou de boues, stockés à l'extérieur, au fond du site, directement sur la terre. L'exploitant a précisé qu'il ne s'agissait pas de matières liquides. Toutefois, afin de prévenir tout risque de pollution des sols par ruissellement des eaux de pluie sur ces matériaux, il est impératif que ces rebuts soient stockés à l'abri.

À la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un devis signé en date du 28/11/2024 pour la réalisation des travaux nécessaires. Ceux-ci prévoient le stockage des rebuts sous les hangars existants et incluent notamment l'achat de blocs en béton pour le cloisonnement de la zone. La date de réalisation des travaux est fixée à janvier 2025.

L'inspection sera particulièrement attentive au respect des délais annoncés ainsi qu'au nettoyage complet de la zone de stockage actuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : étanchéité des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 7.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, étanchéité des rétentions

**Prescription contrôlée :**

b) La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

**Constats :**

L'inspection a constaté que la zone de stockage des produits dangereux présente une étanchéité défaillante en raison d'un sol en béton particulièrement dégradé.

À la suite de cette visite, l'exploitant a transmis un devis signé en date du 28/11/2024 pour la réalisation des travaux nécessaires. Ces travaux incluent la démolition de la dalle existante et la mise en place d'une nouvelle dalle résistante aux agressions chimiques. La date de réalisation a été fixée à janvier 2025.

L'inspection sera particulièrement vigilante quant au respect des délais annoncés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 6.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :

Débit maximal 5 000 m<sup>3</sup>/h.

Nature de l'installation / identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>
Four de cuisson et étuve	HF C.O.V.	5 20

**Constats :**

Les dernières mesures, datées du 27/09/2024, indiquent un respect des valeurs limites pour les composés organiques volatils (COV) et le fluorure d'hydrogène (HF). Cependant, des dépassements persistent pour le débit des rejets, avec une valeur mesurée à 5 207 m<sup>3</sup>/h pour l'étuve et 6 097 m<sup>3</sup>/h pour le four, au lieu de la limite fixée à 5 000 m<sup>3</sup>/h.

Lors de la précédente visite d'inspection du 26/03/2024, des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) pour les rejets atmosphériques des installations avaient été constatés, conduisant à la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure visant à garantir le respect de ces VLE. À la date de la présente visite d'inspection, l'échéance de cet arrêté n'est pas encore atteinte.

Lors de cette même visite, l'exploitant avait informé l'inspection de son intention de demander une augmentation des VLE, en raison des difficultés rencontrées pour respecter les valeurs actuelles. En réponse, l'inspection avait exigé la réalisation d'une étude sanitaire destinée à justifier l'acceptabilité de cette demande.

L'exploitant a depuis transmis un devis signé pour la réalisation de cette étude sanitaire, prévoyant un délai d'exécution de huit semaines. Les résultats, attendus pour le début de l'année 2025, permettront à l'inspection de se prononcer sur l'acceptabilité de la demande. Le cas échéant, ces résultats serviront à réévaluer les VLE applicables aux installations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 7.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, rétentions

**Prescription contrôlée :**

a) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs

suivantes ;  
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence de plusieurs conteneurs de type IBC (1 000 litres) contenant des produits dangereux, sans qu'ils soient placés sur rétention. L'exploitant a justifié cette situation en présentant une fiche d'identification préalable à l'admission des déchets, datée du 13/11/2024 et émise par un organisme extérieur, attestant que ces IBC étaient sur le point d'être évacués. L'inspection a pris note de la procédure d'évacuation en cours et demande à l'exploitant de fournir, dans les plus brefs délais, une preuve de l'évacuation effective de ces IBC. Ce point ne soulève pas de remarque.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 6 : gestion des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 7.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, séparateur d'hydrocarbures

**Prescription contrôlée :**

Le réseau de collecte des eaux pluviales et de lavage est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs [...]

**Constats :**

L'inspection a souhaité vérifier si le séparateur d'hydrocarbures (décanteur-déshuileur) était correctement entretenu. Pour justifier cela, l'exploitant a fourni une facture datée du 07/05/2024 attestant du nettoyage de cet équipement. Ce point ne soulève aucune remarque.

**Type de suites proposées : Sans suite**